

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18294 - 71ÈME ANNÉE

Elections régionales

Pour une Réunion nouvelle présente son plan contre les exclusions



Julien Magamootoo, Michèle Caniguy, Patrick Lebreton, Catherine Gaud et Maurice Gironcel.

Pas de développement économique sans développement social, sur cette base Pour une Réunion nouvelle a présenté des mesures pour lutter contre l'exclusion en s'appuyant sur deux grands services dans l'aide à la personne et l'environnement, l'économie sociale et solidaire, la santé et la lutte contre l'illettrisme.

La liste Pour une Réunion nouvelle tenait hier à Sainte-Suzanne sa première conférence de presse de la campagne officielle des élections régionales. Elle était représentée par Julien Magamootoo, Michèle Caniguy, Patrick Lebreton, Catherine Gaud et Maurice Gironcel. Deux jours après le succès du meeting de Saint-Joseph, la rencontre avec les journalistes portait sur l'économie sociale et solidaire et la lutte contre les exclusions.

« On ne peut pas échapper à la dure réalité réunionnaise en tant qu' élu de terrain », souligne Patrick Lebreton, qui préconise de « pousser

beaucoup plus loin que ce que la loi française propose ».

Cette conférence de presse a conclu une journée de rencontres avec notamment une visite sur le marché forain et du porte à porte au centre-ville.

Un projet sur 20 ans

Le candidat de l'Union PCR-Progrès-PRG-MRC-Société civile rappelle que le Projet réunionnais, en cours de distribution militante, « forme une première étape consacrée dans

l'élection régionale. « Ce projet se poursuivra, c'est la tâche du Comité de Parrainage présidé par Paul Vergès avec Jean-Claude Fruteau ». « Nous ne sommes pas dans la démarche de dire que l'on est là pour un coup, une seule élection. Nous sommes là pour au moins 20 ans ». L'objectif est de proposer le projet pour La Réunion 2030-2040.

Patrick Lebreton est convaincu que « pour des raisons financières, on a une chance d'évolution de nos collectivités en collectivité unique d'ici 5-6 ans, quel que soit le président de la République. En Martinique et en Guyane, les 6 et 13 décembre, ce sera le vote pour élire la collectivité

unique ». Cette vision sur 20 ans se traduit notamment par la présence en 4^e position sur la liste de Lâinatî Ali, « car nous estimons que les composantes mahoraises, malgaches comoriennes investissent à La Réunion, et nous les mettons pas en rôle de figurant mais d'acteurs et d'actrices ». L'avenir de La Réunion passera par les relations entre les peuples de l'océan Indien : « Ce développement, on le fera chez nous mais aussi dans le grand bassin de l'océan Indien. »

Les faillites d'un système

« Les difficultés sociales soulignent des faillites », indique la tête de liste de Pour une Réunion nouvelle. Il énumère la faillite économique avec 160.000 chômeurs et 60 % des jeunes sans travail ; la faillite sociale : 340.000 personnes sous le seuil de pauvreté, 200.000 dépendant du RSA, 16.000 logements insalubres ; la faillite culturelle : 110.000 personnes illettrées, quel bilan pour les Cases à lire ?

« Ces faillites favorisent le développement des addictologies, des problèmes de santé accrus (diabète, obésité...) d'où une mortalité accentuée ».

Pour Patrick Lebreton, pas de développement économique sans développement social et inversement. Il dénonce le simplisme qui dit que la Région c'est l'économie, et le social le Département. D'où l'importance de rechercher un cercle vertueux pour l'accès à l'emploi, au logement, à la santé...

« Pour une Réunion nouvelle devra lutter contre l'exclusion économique, sociale, culturelle et sanitaire » pour développer l'économie et donner leur chance aux jeunes.

Cette approche s'oppose à celle de Didier Robert. Patrick Lebreton rappelle qu'« en 2014, la Région a dépensé 0,3 % pour la santé et le social, soit 3 millions. Didier Robert n'a rien fait et continuera, car il a le projet dispendieux de NRL. Donc rien sur l'exclusion sociale, rien sur l'illettrisme ».

Il propose la création de services dédiés, le soutien à des initiatives solidaires et sociales, la lutte contre le logement indigne et les financements d'actions de santé.

Deux grands services

Maurice Gironcel est revenu sur la

proposition de créer deux grands services dans l'aide à la personne et l'environnement et sur les effets de la mondialisation à La Réunion. « Les deux services prennent en compte le chômage massif, l'augmentation de la population, des enfants et des personnes âgées ». Ils seront gérés par une instance indépendante du pouvoir politique pour empêcher toute dérive clientéliste.

La seconde partie de l'intervention de Maurice Gironcel a porté sur le problème des producteurs. Un agriculteur de la Plaine des Cafres a détruit ses choux, car il ne peut plus les vendre du fait de la concurrence d'importation d'Afrique du Sud à 3 centimes l'unité.

Cela préfigure ce qui attend La Réunion avec la fin du quota sucrier. 18.000 personnes sont menacées. « Il ne faut pas ajouter de l'exclusion à l'exclusion », dit Maurice Gironcel qui met en garde contre les effets des Accords de partenariat économique entre l'Union européenne et les pays voisins. Ils ouvrent notre pays à la concurrence dans tous les secteurs. C'est pourquoi « l'élection régionale est d'abord l'occasion d'unir les Réunionnais sur les questions de fond : disposer d'outils spécifiques pour défendre nos intérêts propres ». D'où la proposition de « la collectivité unique pour plus d'efficacité », ainsi que la création d'« un grand marché de l'océan Indien où La Réunion aurait toute sa place ».

Soutien à l'économie sociale et solidaire

Julien Magamootoo a présenté les propositions de Pour une Réunion nouvelle dans le soutien à l'économie sociale et solidaire. Ce secteur représente aujourd'hui 22.000 emplois dans 2.000 entreprises. Pour une Réunion nouvelle propose 4 mesures : mettre en place une stratégie sur au moins 5 ans, des fonds sont disponibles depuis l'an dernier avec la loi sur l'économie sociale et solidaire ; une gouvernance qui implique les acteurs ; un accompagnement : 2,5 à 3 millions d'euros par an de la Région pour un secteur pas en demande de contrats aidés ; inscrire les clauses sociales et environnementales dans les marchés publics. La lutte contre l'habitat indigne et la précarité énergétique sont aussi une priorité pour l'Union des Forces de progrès, car « il ne peut y avoir de développement avec 16.000 logements indignes avec 60.000 Réunionnais

dedans ».

Concertation face aux problèmes de santé

Catherine Gaud a expliqué les mesures prévues pour lutter contre l'exclusion dans le domaine de la santé. Elle rappelle une surmortalité à La Réunion plus élevée qu'en France. Les causes sont connues : consommation abusive d'alcool, de tabac, le diabète, insuffisance rénale, surpoids, obésité, suicides et accidents de la voie publique.

La conseillère régionale revient sur une initiative de l'ancienne majorité, le groupe alcool. Il réunissait patients, soignants, alcooliers, importateurs, préfet à la sécurité routière... car on ne peut pas régler un problème de santé sans la concertation avec tous les acteurs concernés. Catherine Gaud déplore que Didier Robert ait laissé tomber ce groupe de concertation.

Dans ce domaine, l'élu note que la Région peut changer les taux d'octroi de mer sur l'alcool. En les augmentant, elle peut affecter les recettes créées au financement d'action de prévention. La Région soutiendra l'aménagement de La Réunion pour faciliter le retour au sport, avec des circuits de marche sécurisés. Les relations avec les pays voisins font partie aussi des mesures, avec des échanges de connaissance et de stagiaires.

Lutter contre l'illettrisme

Michèle Caniguy est intervenue sur l'exclusion culturelle, avec la lutte contre l'illettrisme.

La conseillère départementale a insisté sur l'importance de la prise en compte de la langue maternelle dans l'apprentissage de la lecture. Mais Didier Robert, sénateur et président de Région, a voté contre la ratification de la Charte européenne des langues régionales. C'est une erreur pour ceux qui subissent des problèmes d'illettrisme. « On fait des Cases à lire mais la méthode n'est pas bonne », poursuit-elle, « on condamne les Réunionnais à l'exclusion ».

Pour une Réunion nouvelle veut donc faire de la Région un acteur majeur de la lutte contre l'exclusion à La Réunion.

M.M.

Édito

La Poudrière du Moyen-Orient prête à exploser ?

Il y a un siècle, le monde était en pleine guerre. Cette Première guerre mondiale était le premier conflit qui touchait toute la planète. Mais son déclenchement est un événement qui ne semblait pas au départ prendre une importance aussi grande.

Dans les années qui précédaient cette guerre, la zone de conflit la plus connue se situait dans les anciennes provinces de l'Empire Ottoman devenues récemment indépendantes. Cela s'appelait la Poudrière des Balkans. En 1912, la Serbie, Bulgarie, Grèce se sont d'abord ligüées contre l'ancienne Turquie. Puis l'année suivante, la Serbie, la Grèce, la Roumanie et l'Empire Ottoman se sont alliés contre la Bulgarie. L'Autriche-Hongrie a profité de cet affaiblissement de l'Empire Ottoman pour occuper la province de Bosnie - Herzégovine puis l'annexa en 1911.

Le 28 juin 1914, l'archiduc d'Autriche François-Ferdinand et son épouse Sophie Chotek sont en visite à Sarajevo, capitale de la Bosnie-Herzégovine. Ils sont assassinés par un nationaliste. Au moment des faits, cet événement n'apparaissait pas comme une déclaration de guerre. C'était la mort d'un couple princier dans une province contestée des Balkans. Mais l'exploitation politique qui en a été faite a conduit à la guerre. En un mois, tout avait basculé, à partir d'un fait survenu dans la Poudrière des Balkans.

Aujourd'hui, une des régions du monde les plus instables est le Moyen-Orient. Les interventions des armées de l'OTAN en Afghanistan puis en Irak ont commencé à faire vaciller les équilibres datant de la Première guerre mondiale. Le soutien des Occidentaux aux opposants au gouvernement syrien ont déstabilisé totalement la

région. Cela a permis l'installation à cheval sur la Syrie et l'Irak d'un État autoproclamé dirigé par une organisation terroriste. Désormais, cette région est aussi appelée la Poudrière du Moyen-Orient.

Mardi, un avion russe a été abattu. Ses pilotes sont tombés dans les lignes tenues par les opposants au gouvernement syrien, quelques kilomètres à l'intérieur de la Syrie. La Turquie a revendiqué l'attaque prétextant une violation de son espace aérien et appelle l'OTAN au secours. La Russie affirme que l'avion était au-dessus de la Syrie, et dénonce « un coup de poignard des complices des terroristes ». Le gouvernement russe rappelle que le pétrole qui sert à financer Daech transite par la Turquie avant d'être écoulé sur le marché mondial. Quant au gouvernement syrien, il dénonce un acte de guerre commis dans son espace aérien.

Au même moment, le président français cherche à unir différentes coalitions contre les terroristes, la décision d'un membre de l'OTAN pose un obstacle majeur. La Poudrière du Moyen-Orient est-elle prête à exploser ?

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes

Femmes communistes de La Réunion demande une loi-cadre

Ce 25 novembre, c'est la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Les Femmes communistes de La Réunion demande le vote d'une loi-cadre contre les violences faites aux femmes. Elles constatent l'inefficacité de Huguette Bello à l'Assemblée nationale. Mandatée pour cette mission, elle a été incapable de la mener à bien alors qu'elle est députée depuis 19 ans. Voici leur déclaration.

Un matin, une femme s'est levée, elle était peut-être gaie ou soucieuse, elle pensait à sa journée, à son nouvel appartement, à une nouvelle vie.....

Un matin, des enfants se sont réveillés. Ils ont préparé leur sac pour l'école. Ils ont regardé un dessin animé ou joué dans leur berceau.

Ce même matin, un homme ruminait sa vengeance, son besoin de détruire. Il prenait son sabre, son couteau, son fusil. Il a tout oublié des instants de bonheur. Il n'est plus que haine et en un instant il allait anéantir la vie de celle qui fut sa compagne, il allait aussi dans cette rage aveugle tuer son propre enfant.

Le temps de sortir le sabre, le couteau, le fusil et tout bouscule dans l'horreur.

Les victimes de ces crimes laissent des orphelins et nous déplorons que peu de choses soient vraiment mises en place pour donner à ces enfants traumatisés la possibilité de continuer leur vie malgré la tragédie vécue.

Il faudrait créer de véritables cellules de crise au niveau départemental avec des référents dans les communes pour très vite assurer un soutien psychologique aux membres de la famille touchée ainsi qu'un soutien financier. Une situation extrême demande un règlement rapide et efficace pour reconstruire le foyer en ruine.

Toutes ces mesures ont un coût mais le bien-être d'enfants privés de famille n'a pas de prix et devrait être une priorité.

À chaque évènement tragique, les médias se déchainent : images du quartier, interviews des voisins, des défenderesses de la cause des femmes, de pasionaria mais

deux jours plus tard plus rien. Un autre évènement remplace la tragédie désormais oubliée.

Cette violence est dans notre société comme une gangrène. Cette violence est souvent vécue dans le silence par la victime, elle supporte et arrive même à croire qu'elle en est responsable. Elle ne porte plainte qu'en dernier recours quand les coups sont trop forts et qu'elle craint pour ses enfants.

La victime est honteuse de ce qui lui arrive, il faudrait donc qu'elle soit assurée de rencontrer écoute et conseils auprès de ceux qui peuvent les aider. À ce propos, l'accueil dans les gendarmeries, malgré les progrès constatés depuis plusieurs années, est encore intimidant. Il faut tout faire pour que les plaignantes se sentent comprises et aidées.

L'homophobie et le racisme sont heureusement blâmés mais les violences faites aux femmes semblent faire partie d'un quotidien banal. C'est donc à l'école, à la crèche ou à la garderie que tout doit commencer. Apprendre aux tout petits à se tolérer et à se respecter en tant que fille et garçon.

Les livres scolaires, les pubs n'ont pas évolué pour assurer l'égalité des sexes. Au collège l'apprentissage et la mise en place de la tolérance doivent s'accroître. Il faut aussi expliquer que la vie en couple n'est pas une perte d'identité, chacun a ses droits et ses devoirs.

Dans notre société la place de la femme est encore trop floue. Certes la parité a fait son apparition, mais il a fallu une loi pour l'appliquer aux élections !

Il est urgent qu'une loi-cadre, comme en Espagne, soit élaborée pour regrouper toutes les dispositions légales permettant de venir

en aide aux femmes, depuis la prévention des violences jusqu'à la réinsertion, sans oublier tous les aspects juridiques et l'assistance à toutes les victimes

Les violences ne peuvent être éliminées par de seules dénonciations des associations de femmes, de marches blanches et des minutes de silence.

La violence doit être éradiquée et traitée au niveau national.

Nous les femmes communistes, avec d'autres femmes, nous nous sommes battues pour qu'une loi-programme soit votée. Nous avons envoyé une représentante à l'Assemblée nationale. Qu'a-t-elle fait ? Qu'a fait Mme BELLO, députée, Présidente de l'UFR pour sensibiliser ses collègues du Parlement et ainsi élaborer cette loi-cadre tant attendue par tous ? Rien en quatre mandats ...

Nous tous citoyennes et citoyens sommes concernés et devons plus que jamais unir nos énergies pour que ce programme de lutte soit élaboré et appliqué par ceux et celles qui ne se contenteront pas d'être "en mode" mais qui veulent réellement anéantir ce fléau de la violence.

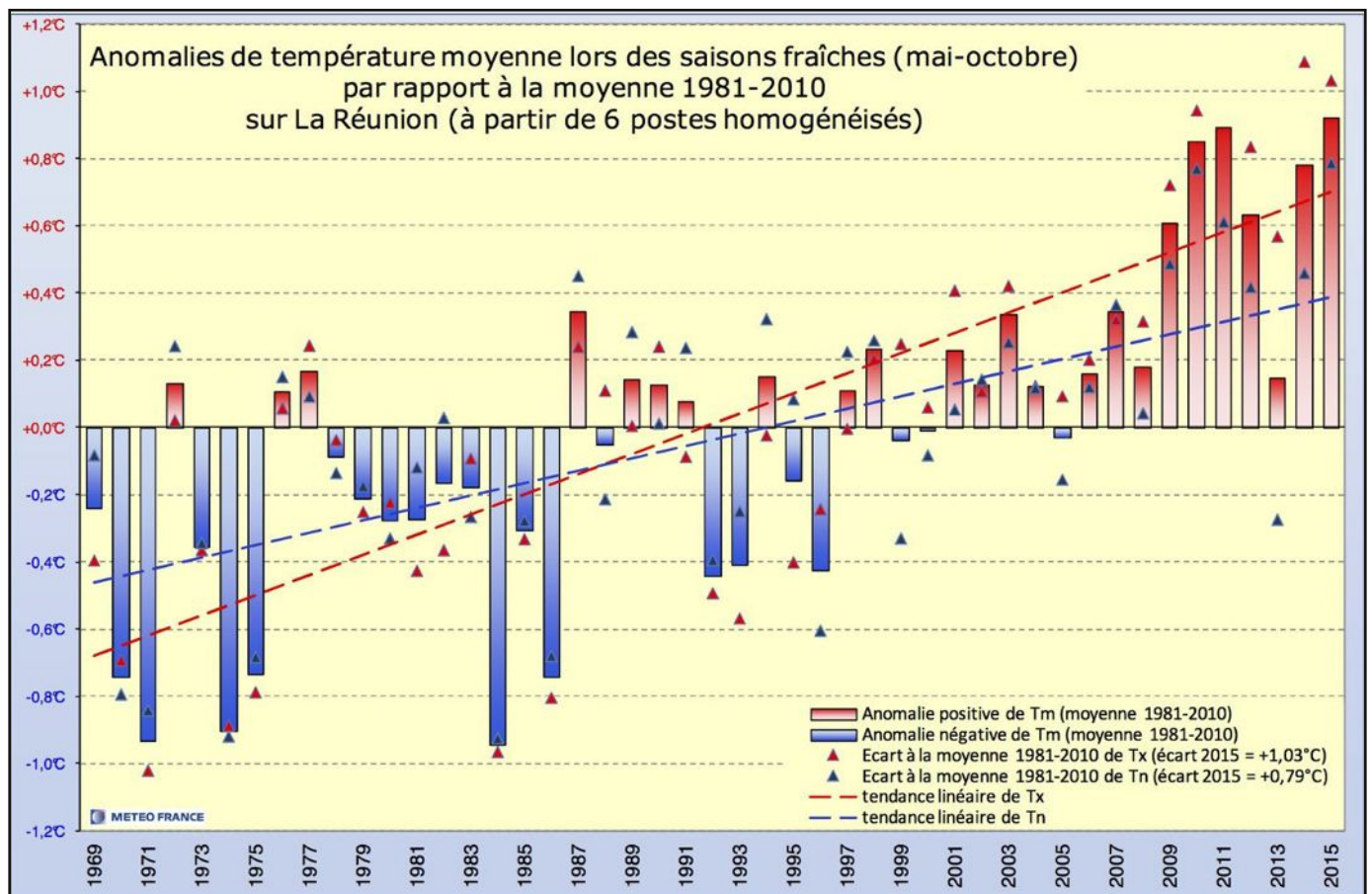
Fait au Port, ce mardi 24 novembre 2015,

Femmes communistes de La Réunion

Températures les plus chaudes pour cette saison

Record de chaleur de mai à octobre à La Réunion

Selon Météo France, l'hiver à La Réunion a été le plus chaud depuis que les mesures de températures existent à La Réunion. Cela place l'année 2015 parmi les trois plus chaudes jamais mesurées. C'est une nouvelle confirmation des effets du changement climatique à La Réunion. Voici le communiqué diffusé hier par Météo France.



La température moyenne ne cesse d'augmenter.

La « saison fraîche » 2015 (mai à octobre) se positionne comme la plus douce (en température moyenne) depuis le début des mesures de température à La Réunion, il y a un peu plus de 50 ans. Elle détrône de très peu la « saison fraîche » 2011 précédemment la plus chaude. Les températures moyennes de cette « saison fraîche » (moyennées sur 6 postes homogénéisés) affichent un écart de +0,9 degré Celsius par rapport à la normale 1981-2010.

Des alizés globalement plus faibles que d'ordinaire et des anomalies de températures de surface de la mer parmi les plus fortes depuis 1950

(conséquences du phénomène océanique El Niño et du réchauffement global en cours) expliquent en grande partie le niveau exceptionnellement élevé des températures de cette saison fraîche.

Mis à part les mois de septembre et juillet, les autres mois de cette saison fraîche se positionnent au 2e rang (juin, et octobre) ou au 3e rang (mai et août) des plus chauds depuis près de 50 ans.

Les températures minimales moyennes (+0,8 degré Celsius par rapport à la moyenne 1981-2010) sur les 6 mois de cette saison fraîche sont les plus élevées jamais enregistrées tandis que les maximales

moyennes (+1 degré Celsius par rapport à la moyenne 1981-2010) se classent au 3e rang après 2011 et 2014. Le mois d'octobre, dernier mois de cette saison fraîche 2015, présente une forte anomalie chaude.

Depuis le début de l'année, les températures moyennes arrivent, pour l'instant, au 3e rang des plus élevées depuis 50 ans. Compte tenu de l'anomalie chaude de température prévue pour le dernier trimestre, l'année 2015 devrait, en toute logique, figurer parmi l'une des 3 plus chaudes depuis 50 ans à La Réunion.

Oté

Apèl sa konm ou i vé, mé arête tarz anou !

Matant Zélida la ékrir Justin :

Mon shèr nové, mon spès salté, rouj-de-fon dovan l'éternité si mi suiv aou bien-aou épi tout bann rouj-de-fon de out akabi, i diré mèm si nou lé dann l'ané 2015. Mèm si la fine vote la loi départman fransé dopi 1946 . Mèm si nou nana léstati d'réjyon dopi in bon koup de tan ébin, sanm pou moin, selon zot La Rényon lé ankor in koloni fransèz. Mé z'ami, zot i rogard pa bien dan lé z'alantour don ? Zot i oi pa koman nout péi la shanzé ? Zot i oi pa tout sak nana isi é la poin dann plizyèr péi ? Arèst in pé trankil don ! Si lé vré ké tout la pa parfé mé nana kant mèm in bonpé d'shoz i marsh tré bien isi. Tok ! Pran sa pou toi !

Justin la fé pou répons :

Mon vyé matant k'i koz la boush rouvèr, mi pé asir aou, in foi ankor ké moin lé pa dakor avèk ou ; Forsé, ou i rogard tout z'afèr par lo pli pti bout la lorgnette. Ou i oi pa la réalité tèl ke sé, mé tèl k'èl i lé dann out koko. Matant, m'a dir a ou vréman, apèl lé shoz konm ou i vé mé ou i pé pa gnor la vérité. La vérité, matant, sé la kantité d'shomèr , la kantité d'zilètré, la féblès nout séktèr prodiktif. La vérité sé ankor in sosyété inégalitèr. La vérité sé in minorité d'rish, in majorité d'pov. La vérité sé osi nout l'ékonomi d'kontoir. Alor, konm mi di aou, ou i pé mète out linète i oi la vi an roz, ou i grv ar pa tronp anou : fé pran anou blan pou noir , makaroni pou la bouji, p d'shanm pou pla kouvèr. Tok ! Pran sa pou ou !

Justin

« Pran pa moin pou in mang a tèr. » - In kozman pou la rout

Ni koné bien kant in mang ié a tèr, sé ké li la tonbé é kan li la tonbé, par la otèr, li la kraz-kraz in pé. Donk ni profèr alé trap lo mang dsi lo pyé pars sak lé a tèr, lé pa si tèlman bon. Alor, si i pran aou pou in mang a tèr, sa i vé dir i donn pa ou in bon valèr. Final de kont i pran aou pou la po patat é sa demoun i èm pa. Pou kosa, Pars kréol konm lé z'ot i pans, konm di lo kont, zot sé dé z'onm é dé fanm de valèr. Donk, i fo fé in ka avèk zot, i fo fé in kont avèk zot é zot la bézoin k'i rokoné z'ot dignité. Dann la lang fransé i di demoun la bézoin d'ète konsidéré ; é sé sa k'lo kozman i vé dir. Kosa zot i anpans ? Arien ditou ? Fé travay z'ot koko, fé bouy z'ot matyèr griz, zot va oir ké, rant-rant, ni pé z'ète, tazantan, dakor rantre nou.